

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

DIRECTION GÉNÉRALE DES
COLLECTIVITÉS LOCALES
SOUS-DIRECTION DES
FINANCES LOCALES ET DE
L'ACTION ÉCONOMIQUE

Paris, le 5 MARS 2012

BUREAU DES BUDGETS LOCAUX
ET DE L'ANALYSE FINANCIÈRE
2012/003657-D
Affaire suivie par : Ambre MICHEL
Tél : 01.49.27.36.03
Télécopie : 01.40.07.68.30
ambre.michel@interieur.gouv.fr

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des
collectivités territoriales et de l'immigration

à

Mesdames et Messieurs les préfets de
département de métropole et d'outre-mer

NOR : IOCB1205658C

OBJET : Circulaire de recensement pour le remboursement par l'Etat de l'indemnité aux régisseurs des polices municipales.

P.J. : Une annexe.

L'article 102 de la loi de finances rectificative pour 2004, codifié à l'article L. 2212-5-1 du code général des collectivités territoriales, prévoit que les communes et groupements de communes, auprès desquels le préfet a créé une régie de recettes pour percevoir le produit des contraventions au code de la route dressées par les agents des polices municipales et par les gardes-champêtres, sont tenus de verser, au nom et pour le compte de l'Etat, une indemnité de responsabilité aux régisseurs des polices municipales, destinée notamment à compenser leurs charges de cautionnement et d'assurance éventuelle.

Ce versement fait l'objet d'un remboursement par l'Etat dans des conditions fixées par voie réglementaire. L'arrêté du 17 juin 2005 publié au Journal Officiel du 14 juillet 2005 fixe les conditions de ce remboursement.

Les préfetures, qui effectuent déjà le recensement des régies, procèdent à la liquidation et au versement du remboursement des indemnités sur la base de la délégation d'une enveloppe départementale par l'administration centrale.

La présente circulaire s'applique au remboursement versé par l'Etat en 2012 sur la base des indemnités dues au titre de l'exercice 2011.

Afin de procéder le plus rapidement possible au versement du remboursement en 2012, cette circulaire vous indique les modalités du dispositif prévu (A) ainsi que les instructions relatives au recensement des données par vos soins qui peut être effectué sans délai (B). J'attire votre attention sur le fait que les modalités de transmission ont fortement évolué (C).



A/ Le dispositif prévu

Le remboursement revenant à chaque commune ou groupement de communes au titre d'une année est calculé, pour chaque régisseur, dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 septembre 2001 (joint en annexe de la présente circulaire).

Cet arrêté établit un montant forfaitaire de l'indemnité à verser selon un barème fixé en fonction du montant moyen des recettes encaissées mensuellement par la régie.

Il est rappelé que le montant de l'indemnité est fixé à 110 € lorsque le montant moyen des recettes encaissées mensuellement par la régie est nul la première année. Il y a en effet lieu de considérer dans cette situation que le service reste offert et que le régisseur supporte une charge de cautionnement et une éventuelle assurance. Cependant, pour toute régie n'ayant encaissé aucune amende au cours des deux dernières années, il conviendra de se rapprocher du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunal afin d'apprécier s'il y a lieu de procéder à la clôture de la régie.

En cas de pluralité de régies au sein d'une même commune ou d'un même groupement de communes, le remboursement correspond à la somme des montants dus à chaque régisseur titulaire.

En cas de changement de régisseur (continuité dans la régie), le remboursement tient uniquement compte de la date de nomination du premier régisseur. En effet, le remboursement est effectué par l'Etat au profit de la commune. Le changement de régisseur est donc sans effet sur le montant de l'indemnité revenant à la commune.

Lorsque la création de la régie intervient en cours d'année, le montant du remboursement est proratisé en fonction de la date de nomination du premier régisseur titulaire.

Exemple 1

Un régisseur est nommé le 1^{er} avril 2011 (91^{ème} jour de l'année). Le remboursement versé à la commune au titre de 2011 est calculé en appliquant au montant forfaitaire le rapport suivant :

$$(365 - 90^{(1)}) / 365 \text{ soit } 75,34 \%$$

(important : le pourcentage doit être arrondi à la deuxième décimale et tronqué)

Si la régie encaisse un montant moyen des recettes mensuelles de 2 500 €, le barème annexé à la présente circulaire fixe le montant de l'indemnité à 110 €.

Le montant de ce remboursement au titre de 2011 (versé en 2012) est donc calculé comme suit :

$$110 \text{ €} \times 75,34 \% \text{ soit } 82,87 \text{ €}$$

(le montant doit être arrondi au centième d'euro)

La commune percevra les années suivantes un montant de 110 € si les recettes encaissées mensuellement restent inférieures à 3 000 €.

(1) Le nombre retenu est le nombre de jours écoulés avant la création de la régie, afin de ne retenir que les jours de vie effective de la régie.

De même, lorsque la régie est close au cours de l'année ou lorsqu'un régisseur n'est pas remplacé à la suite d'un changement de situation, le montant du remboursement est proratisé.

Exemple 2

Un régisseur stoppe son activité le 1^{er} avril 2011 (91^{ème} jour de l'année) et n'est pas remplacé. Le remboursement versé à la commune au titre de 2011 est calculé en appliquant au montant forfaitaire le rapport suivant :

$$(365 - 274^{(2)}) / 365 \text{ soit } 24,93 \%$$

(important : le pourcentage doit être arrondi à la deuxième décimale et tronqué)

Si la régie a encaissé un montant moyen des recettes mensuelles de 2 500 €, le barème annexé à la présente circulaire fixe le montant de l'indemnité à 110 €.

Le montant de ce remboursement au titre 2011 (versé en 2012) est donc calculé comme suit :

$$110 \text{ €} \times 24,93 \% \text{ soit } 27,42 \text{ €}$$

(le montant doit être arrondi au centième d'euro)

(2) Le nombre retenu est le nombre de jours restant à courir sur l'année après la clôture de la régie, afin de ne retenir que les jours de vie effective de la régie.

B/ Informations demandées

Vous voudrez bien en conséquence indiquer, pour chaque commune disposant d'une régie, les informations demandées dans le tableau ci-après. Pour un meilleur traitement de l'information, il est important de respecter strictement sa forme.

Vos services doivent à cette fin obtenir des communes concernées le montant moyen des recettes encaissées mensuellement par la régie. La date de nomination du premier régisseur est utilement reprise de l'arrêté de nomination de ce régisseur pris par le préfet. Ces informations doivent être détaillées par régie lorsqu'une commune a créé plusieurs régies.

Il appartient à la préfecture de procéder à la centralisation des informations et à l'envoi du tableau ci-après indiquant, pour chaque commune ou groupement de communes, le nombre de régisseurs titulaires, la date de nomination du ou des régisseurs titulaires, le montant moyen des recettes encaissées mensuellement par la ou les régies, et le montant du remboursement correspondant.

Les informations adressées directement à la Direction Générale des Collectivités Locales par les communes ou groupements de communes ne seront en aucun cas prises en compte, ni même réacheminées vers les préfectures.

Par ailleurs, toute réclamation portant sur les montants de crédits délégués en 2011 devra être jointe au tableau, afin que mes services puissent procéder à un réexamen et à une éventuelle rectification en 2012.

Enfin, j'attire votre attention sur la nécessité de mandater rapidement les remboursements aux communes et aux groupements de communes concernés, afin de respecter la date de fin de gestion des crédits. Vous serez averti par courriel et *via* le Flash Finances Locales lors du versement de la délégation.

Tableau

Nom de la commune	Nombre de régisseurs titulaires (une ligne par régisseur)	Date de nomination de chaque régisseur titulaire (N) ou de clôture de la régie (C)	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement par la ou les régies	Montant du remboursement
...				
...				
...				
TOTAL			TOTAL	

C/ Modification des modalités de transmission

Afin de faciliter les échanges entre les services préfectoraux et la DGCL lors du contrôle de la liquidation des indemnités, il est instauré à compter de 2012 une nouvelle procédure de transmission des données, effectuée désormais uniquement par voie numérique.

L'ensemble des informations demandées devra être adressé **au plus tard le 30 avril 2011 (délai de rigueur)**, sous la forme d'un fichier excel conformément au modèle ci-dessus, directement à l'adresse électronique suivante :

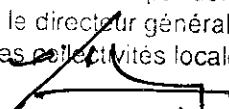
dgcl-sdflae-fl3-secretariat@interieur.gouv.fr

Cette nouvelle méthodologie permettra de réduire le taux d'erreur et les délais d'échange.

Une fois la vérification du montant opérée par mes services, un courriel de retour vous sera adressé afin de recueillir un accord définitif sur le montant de la délégation.

Toute difficulté dans l'application de cette circulaire devra être signalée par téléphone au secrétariat du bureau des budgets locaux et de l'analyse financière au 01.49.27.36.03.

Pour le ministre et par délégation
le directeur général
des collectivités locales



Eric JALON

ANNEXE I

1 septembre 2001

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

14495

EXTRAIT

Arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues d'arrêtés : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie)

NOR: ECO20100005A

Réglementation comptable

Art. 4. - I. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 7 février 1969 susvisé, le montant de 1 200 F est remplacé un montant de 190 €.

II. - A l'article 9 de l'arrêté du 2 juin 1986 susvisé, le montant de 1 000 F est remplacé un montant de 150 €.

III. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 février 1989 susvisé, le montant de 1 500 F est remplacé un montant de 230 €.

IV. - Aux articles 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'arrêté du 23 juillet 1991 susvisé, le montant de 5 000 F est remplacé un montant de 750 €.

V. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé, le barème en francs est remplacé par le barème en euros suivant :

RÉGISSEURS D'AVANCES Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	RÉGISSEURS DE RECETTES Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	RÉGISSEURS D'AVANCES et de recettes Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes affectées mensuellement	MONTANT du cautionnement (en euros)	MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle (en euros)
Jusqu'à 1 220 €.	Jusqu'à 1 220 €.	Jusqu'à 2 440 €.		110
De 1 221 € à 3 000 €.	De 1 221 € à 3 000 €.	De 2 441 € à 3 000 €.	300	110
De 3 001 € à 4 600 €.	De 3 001 € à 4 600 €.	De 3 001 € à 4 600 €.	460	120
De 4 601 € à 7 600 €.	De 4 601 € à 7 600 €.	De 4 601 € à 7 600 €.	760	140
De 7 601 € à 12 200 €.	De 7 601 € à 12 200 €.	De 7 601 € à 12 200 €.	1 220	160
De 12 201 € à 18 000 €.	De 12 201 € à 18 000 €.	De 12 201 € à 18 000 €.	1 800	200
De 18 001 € à 38 000 €.	De 18 001 € à 38 000 €.	De 18 001 € à 38 000 €.	3 800	320
De 38 001 € à 53 000 €.	De 38 001 € à 53 000 €.	De 38 001 € à 53 000 €.	4 600	410
De 53 001 € à 76 000 €.	De 53 001 € à 76 000 €.	De 53 001 € à 76 000 €.	5 300	550
De 76 001 € à 150 000 €.	De 76 001 € à 150 000 €.	De 76 001 € à 150 000 €.	6 100	640
De 150 001 € à 300 000 €.	De 150 001 € à 300 000 €.	De 150 001 € à 300 000 €.	8 900	690
De 300 001 € à 760 000 €.	De 300 001 € à 760 000 €.	De 300 001 € à 760 000 €.	7 600	820
De 760 001 € à 1 500 000 €.	De 760 001 € à 1 500 000 €.	De 760 001 € à 1 500 000 €.	8 800	1 050
Au-delà de 1 500 000 €.	Au-delà de 1 500 000 €.	Au-delà de 1 500 000 €.	1 500 par tranche de 1 500 000.	46 par tranche de 1 500 000.

VI. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 4 juin 1996 susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

VII. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 13 janvier 1997 susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

VIII. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 décembre 1997 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

IX. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 décembre 1997 susvisé relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités

locales et des établissements publics locaux susvisés, les montants de 8 000 F et 16 000 F sont remplacés respectivement par des montants de 1 220 € et 2 440 €.

X. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 août 1999 susvisé, les montants de 500 000 F, 100 000 F, 75 000 F et 50 000 F sont remplacés respectivement par des montants de 76 000 €, 15 000 €, 11 000 € et 7 600 €. A l'article 2 du même arrêté, les montants de 200 000 F, 150 000 F et 100 000 F sont remplacés respectivement par des montants de 30 000 €, 22 500 € et 15 000 €.

XI. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 novembre 1999 susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.